

ACTIF

	31/12/2019	31/12/2018
A) Credits envers les membres	-	-
B) Immobilisations		
I - Immobilisations bruts		
1) coûts d'élargissement	162.958	320.941
6) Immobilisations en cours et avances	165.720	161.227
7) Autres	123.599	150.346
Total I	452.277	632.514
II - Immobilisations nettes		
1) Immeubles	269.366	225.421
2) équipement		
3) équipement industriel et de commerce		
4) Autres	38.788	70.937
5) Immobilisations en cours et avances	-	-
total II	308.154	296.358
III - Financières		
1) participation à:		
a) Filiales		
b) associées		
c) sociétés mères		
d) autres sociétés	7.360	7.360
2) Crédits:		
a) de filiales due après 12 mois	-	-
b) à des sociétés associées due après 12 mois	-	-
c) des sociétés mères due après 12 mois	-	-
d) d'autres personnes due après 12 mois	-	8.474
3) Autres	-	-
4) Actions propres (valeur nominale)	-	-
Total III	7.360	15.834
Total des immobilisations (B)	767.791	944.707
C) Actifs circulants		
I - Restes:		
1) Matières premières, auxiliaires et consommables	-	-
2) Travaux en cours, produits semi-finis	-	-
3) Travaux en cours sur les contrats	-	-
4) Produits finis et produits destinés à la vente	-	-
5) Avances	-	-
Total I	-	-
Immobilisations matérielles destinées à la vente	29.360	29.360
II - Crédits:		
1) vers les bailleurs de fonds	4.124.723	5.639.895
due après 12 mois	-	-
2) des filiales	-	-
due après 12 mois	-	-
3) des sociétés associées		
due après 12 mois		
4) aux sociétés mères		
5) de filiales de sociétés mères		-
dont l'échéance est supérieure à un an	-	-
5bis) Crédits fiscales	17.826	16.821
due sur 12 mois		
5ter) impôts différés		
due sur 12 mois		
5quater) vers les autres	612.717	608.185
due sur 12 mois	18.302	18.302
total II	4.773.568	6.283.203
III - Activités financières:		
6) Autres	-	-
total III	-	-
IV - Liquidité:		
1) Comptes bancaires et postaux	4.305.363	3.461.069
2) chèques	4.150	3.800
3) valeur de caisse	5.322.606	3.943.074
total IV	9.632.119	7.407.943
Total actif courant (C)	14.435.047	13.720.506
D) Courus et différées	3.575.809	14.623.282
Total actif	18.778.646	29.288.494

Le Président
Claudio Ceravolo




PASSIF

	31/12/2019	31/12/2018
A) Capitaux		
I. Fonds commun	70.000	70.000
V. réserves statutaires	-	-
VI. Réserve pour actions propres en portefeuille	2.042.905	1.247.153
VII. autres réserves	-	-
VIII. Bénéfice (perte) reporté	-	-
IX. Bénéfice (perte) de l'exercice	87.717	44.144
Total des capitaux propres (A)	2.200.622	1.361.296
B) Provisions pour risques et charges	-	-
1) pour les pensions et obligations similaires	-	-
2) pour les impôts, y compris les impôts différés	-	-
3) Instruments financiers dérivés - passifs	-	-
3) autre	37.591	-
Total provisions pour risques et charges (B)	37.591	-
C) Provision pour indemnités de cessation d'emploi	505.856	491.215
D) Dettes	-	-
1) obligations	-	-
due après 12 mois	-	-
2) obligations convertibles	-	-
due après 12 mois	-	-
3) aux actionnaires pour les prêts	-	-
due après 12 mois	-	-
4) aux banques	3.100.006	2.781.349
due après 12 mois	-	-
5) Dettes / autres bailleurs	-	-
due après 12 mois	-	-
6) Avances	-	-
due après 12 mois	-	-
7) dettes envers fournisseurs	185.304	207.603
due après 12 mois	-	-
8) titres émis par crédit	-	-
due après 12 mois	-	-
9) vers les filiales	-	-
due après 12 mois	-	-
10) entreprises / associés	-	-
due après 12 mois	-	-
11) envers les sociétés mères	-	-
due après 12 mois	-	-
12) Dettes fiscales	36.930	47.887
due après 12 mois	-	-
13) Dettes envers la prév. et de la sécurité sociale	121.578	117.119
due après 12 mois	-	331
14) autres dettes	2.128.146	3.087.859
due après 12 mois	-	-
Total debts (D)	5.571.964	6.242.149
E) Courus et différées	10.462.613	21.193.834
Totale passif	18.778.646	29.288.494

Le Président
Claudio Ceravolo




COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2019	31/12/2018
A) Valeur de production		
1) Produits des ventes et des services	46.957.836	58.111.825
2) Variation des stocks	-	-
3) Variation de contrat de travail en cours	-	-
4) Augmentation des immobilisations pour les travaux internes	-	-
5) Autres revenus	1.995.315	2.336.706
Subventions de fonctionnement	-	-
Totale valeur de production (A)	48.953.152	60.448.531
B) Coût de production		
6) Matières premières	3.056.365	15.017.114
7) Services	24.502.002	10.447.358
8) Utilisation des actifs de tiers	2.810.366	5.121.046
9) Personnel:	14.494.884	23.536.829
a) salaires et traitements	3.727.203	4.932.530
b) sécurité sociale	439.595	517.040
c) indemnités	64.694	142.767
d) pensions et similaires	-	-
e) autres coûts	10.263.391	17.944.493
10) Amortissement et dépréciation:	308.022	348.011
a) amortissement des actifs	290.075	317.414
b) amortissement des immobilisations	17.947	30.597
11) Variation des stocks	-	-
12) Provisions pour risques	37.591	-
13) Autres provisions	750.000	450.000
14) Autres charges	2.583.501	5.497.012
Total Coût de production (B)	48.542.730	60.417.370
Différence entre valeur de production et coût de production (A - B)	410.422	31.161
C) Revenus et produits financiers		
15) Revenus de participation:		
a) dans les filiales	-	-
b) dans des entreprises liées	-	-
c) autres sociétés	-	-
16) Autres produits financiers (pas d'investissements)	263	1.262
a) les produits financiers (int.)	-	-
des créances à long terme	-	-
4) d'autres	263	1.262
17) Intérêts et autres charges financières:	184.539	160.188
d) dus aux banques	184.539	160.188
f) autres dettes	-	-
17bis) Utiles et pertes de change:	-	-
a) utiles de taux de change	138.428	171.909
b) pertes de taux de change	250.050	742.252
c) provision au risque de change	388.478	570.343
	-	-
Différence entre les utiles et les dépenses financier (C)	322.704	12.983
D) Dépréciation des actifs financiers		
Totale (D)	-	-
Résultat de l'exercice	87.717	44.144

Le Président
Claudio Ceravolo




COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE est une Fondation sans but lucratif dont les buts sont de contribuer au développement des communautés avec lesquelles elle coopère dans les Pays en Voie de Développement. Ces buts sont atteints principalement par la réalisation de programmes de développement avec les PVD, la sélection et la formation de personnes qui ont l'intention de s'engager volontairement dans les programmes de la Fondation.

COOPI est une "ONLUS" de droit selon l'art.10 alinéa 8 du décret-loi D.L. 4 décembre 1997, n. 460.

COOPI, au cours du processus de réforme du Tiers Secteur prévu par la Loi Délégation 106/2016 et les décrets et compléments ultérieurs, a vérifié l'existence de toutes les exigences nécessaires pour les organes du Tiers Secteur et entend en tout état de cause se conformer à toutes les dispositions réglementaires dans les conditions prévues par la loi. Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux dispositions du Code civil italien et se composent du bilan (établi conformément à l'article 2424 du Code civil italien), du compte de résultat (établi selon le format prévu aux articles 2425 et 2425-bis du Code civil italien) et de la présente annexe aux états financiers.

Nous soumettons à l'attention et à l'approbation de l'assemblée générale les documents qui constituent et accompagnent les états financiers selon le schéma indiqué par les dispositions du Code civil italien; pour chaque poste du bilan et du compte de résultat, une comparaison est faite avec le poste correspondant de l'exercice précédent. Tout écart entre les valeurs de l'exercice précédent et celles qui figurent dans les présentes notes est dû à un reclassement différent.

La compilation des documents contenant les états financiers de la Fondation a été menée selon les préceptes de la loi, en particulier la note donne une illustration, une analyse et, dans certains cas, complètent les données budgétaires et contient les informations requises par l'art. 2427 du Code civil comme indiqué ci-dessous.

1) Les critères utilisés pour l'évaluation des articles du bilan, la dépréciation des valeurs d'acquisition et la conversion avec la monnaie ayant cours légal dans l'État.

Les éléments qui apparaissent dans les états financiers ont été évalués en fonction des critères énoncés dans le Code Civil.

Tous les articles correspondent aux valeurs présentes aux comptes. Les critères utilisés pour le bilan au 31.12.2019 ne diffèrent pas de celles utilisées pour préparer les états financiers de l'exercice précédent, en particulier dans l'évaluation et la continuité des mêmes principes. L'évaluation des différents postes budgétaires a été faite en fonction de critères généraux de prudence et de régularisation sur une base de continuité des activités et en tenant compte de la fonction économique de l'élément actif ou du passif concerné.

L'application du principe de l'évaluation prudente a permis l'évaluation individuelle des postes des entrées ou des éléments d'actif et de passif, pour éviter de neutraliser les pertes qui pourraient être reconnues et des bénéfices non reconnus comme non réalisés.

En vertu du principe de compétence, l'effet des transactions et d'autres événements sont comptabilisés à l'année à laquelle ces transactions sont liées ; en ce qui concerne les charges et les revenus liés aux projets qui ne sont pas conclu d'ici la fin de l'année, en considération des difficultés d'évaluation, ont été «suspendu» par l'insertion d'avance et produits reportés et par conséquent reporté au prochaine année. En ce qui concerne spécifiquement les évaluations, nous montrons que les critères ont été adoptés pour les éléments les plus importants, en conformité avec l'art. 2426 du Code Civil.

Dans le cadre du nouveau texte du principe de comptabilité OIC 24 les frais de publicité ont été reclassés de l'élément BI1 BI2, tant pour l'année 2019 tant pour le précédent pour toute homogénéité.

ACTIF

B. Immobilisation

B. I. immobilisations brutes

Les immobilisations ont été comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais directement attribuables, et le nette de l'amortissement cumulé au cours des années et directement prélevé sur les postes individuels. Les coûts de maintenance et des améliorations aux immobilisations louées sont inclus sous la rubrique «Autres immobilisations brutes» et sont amorties sur une base systématique pour la période de la location. Les immobilisations dont la valeur de marché à la date du bilan est inférieure au coût amorti selon les critères ci-dessus, sont ramenées à leur valeur de marché. Si les raisons qui ont conduit à cette dévaluation, n'existent pas, nous procédons au rétablissement du coût.

B. II. Immobilisation nettes

En conformité à l'art. 2426 du Code civil les immobilisations nettes sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires directement attribuables. Les coûts de maintien et de réparation ont été comptabilisés seulement si ont mis en place une augmentation effective de la valeur et / ou la fonctionnalité des produits. Les biens avec montant jusqu'au 516,46 €, sous réserve d'une utilisation autonome, sont enregistrés au compte de résultat lorsque leur utilité est limitée à un an. Les actifs existants aux sièges étrangers sont comptabilisés dans le bilan, déduction faite de l'amortissement cumulé. Les revalorisations n'ont pas été ajustées.

Ajustements

La dépréciation comptabilisée au compte de résultat, est calculé en fonction de l'utilisation, la destination et la durée des actifs, basés sur le critère de la durée de vie utile, et cette politique a été pensée pour être représentée par les taux ci-dessous exposés. Les taux utilisés pour l'amortissement des immobilisations nettes utilisées en Italie, sont les suivants:

<i>Immobilisations</i>	<i>Taux %</i>
Immeubles	3%
Plante	20%
Equipement	20%
Ameublement	10%
Matériel de bureau	20%

La valeur des immobilisations est ajustée par l'amortissement cumulé. Les immobilisations nettes n'ont pas été réévaluées. Les taux utilisés pour les biens matériels aux sièges étrangers, on a utilisé les tableaux des procédures internes de COOPI.

B.III Actifs financiers

Les participations de la Fondation, les consortiums mutuelles impliquant des sociétés ou d'autres entreprises opérant dans le cadre de la coopération, sont comptabilisés comme intangible car ils sont de nature temporaire et représentent un investissement stratégique durable pour la Fondation. Les investissements dans d'autres sociétés sont évalués à leur coût d'acquisition ou de souscription.

C. ACTIFS COURANTS

C. I Stocks

Le montant de 29.360 € a été enregistré sous la rubrique " Stock de valeurs" dans le cadre d'un legs reçu en 2019.

C.II Crédits

Sont évalués à leur valeur de réalisation estimative. L'ajustement de la valeur nominale des crédits à leur valeur de réalisation estimative par une provision spécifique pour la dépréciation des mêmes.

C. III. Les actifs financiers

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

C.IV. La trésorerie et les équivalents de trésorerie

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

D. PRORATAS ET REESCOMPTE ACTIFS

Ces concernent les coûts communs aux deux années consécutives ou plus, dont le montant est déterminé sur la base du principe des droits constatés. Dans le cas de remboursements anticipés à long terme ont été vérifiées les conditions qui ont conduit à l'inscription originale et, le cas échéant, adoptées des modifications appropriées. Inclus dans les charges payées il y a les coûts engagés au cours de l'année, concernant les projets non achevés dans le même exercice ou lorsque le processus de détermination du résultat est toujours en cours.

PASSIF

B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces sont des dispositions prudentielles pour couvrir d'éventuelles obligations relatives à certains bailleurs de fonds pour les rapports financiers qui sont en phase d'approbation.

C. INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT

Représentent le montant à payer à tous les employés à la date du bilan. Ce passif, déterminé conformément aux dispositions de la loi et des contrats de travail, a été démontré au net des avances versées.

D. DETTES

Ces sont évalués à leur valeur nominale.

E. PRORATAS ET REESCOMPTE PASSIFS

Ces se rapportent aux coûts communs à deux ou plusieurs années consécutives.

Parmi les réescomptes passifs il y a les revenus obtenus au cours de l'année et pour des projets non achevés pour la même année ou le même processus de détermination du résultat qui est toujours en cours.

FONDS RISQUES ET GARANTIES

Les engagements et les garanties données et reçues sont indiqués aux comptes d'ordre à leur valeur contractuelle.

- Les garanties données sont les garanties émises à la faveur de tiers.
- Les engagements sont les obligations des contrats signés qui n'ont pas encore été exécutés.
- Les risques auxquels la manifestation d'un passif est probable sont décrits dans la note complémentaire et attribués selon des critères des réserves de risque.

Les risques auxquels la manifestation d'un passif est possible sont décrits à la note complémentaire, sans faire de provisions, selon les principes comptables de référence.

CRITÈRES DE CONVERSION DES MONTANTS EN DEVISE

Les crédits et les dettes en devises étrangères sur les comptes bancaires à l'étranger sont comptabilisés aux taux de change publiés par l'Union européenne pour le mois de Décembre 2019.

REVENUS

Coûts et revenus

Ces sont comptabilisées en conformité avec les principes de prudence et de compétence.

Les états financiers montrent une réduction de plus de 10 millions de revenus ; cette réduction n'est qu'apparente, puisqu'elle est substantiellement liée à la durée des projets en cours en 2019, dont beaucoup se poursuivent en 2020.

La quantité globale de projets développés est stable et, à l'heure actuelle, les prévisions pour 2020 prévoient un retour possible des revenus d'environ 60 millions et plus.

2) Mouvements des immobilisations

Ces sont comptabilisés au coût historique et sont nettes de l'amortissement cumulé au cours des années et attribués directement aux postes de compétence.

BI) Immobilisations brutes

Les variations des immobilisations brutes au cours de l'exercice sont:

Coûts de maintenance extr.	11.719		(3.436)	8.283
Coûts extr. Cascina	134.535		(19.219)	115.316
Total	471.287	0	(184.730)	286.557

	31/12/2018	Incréments	Diminutions	31/12/2019
Etude de faisabilité Liban	1.354		(677)	677
Etude de faisabilité Iraq	18.726		(9.363)	9.363
Etude de faisabilité Jordan	48.561	20.724	(17.529)	51.756
Etude de faisabilité Venezuela	0	20.398	0	20.398
Etude de faisabilité Sénégal	10.958		(3.653)	7.305
Etude de faisabilité Sirie	26.358		(14.654)	11.704
Etude de faisabilité Cameroun	8.743		(2.570)	6.174
Etude de faisabilité Cameroun	1.473		(1.473)	-
Etude de faisabilité Sudan	0	3.877	(2.376)	1.501
Etude de faisabilité Tunisie	15.852	13.555	(13.792)	15.615
Etude de faisabilité Gambia	7.987		(1.997)	5.990
Etude de faisabilité Gambia	0	6.259	0	6.259
Etude de faisabilité Gambia	0	4.000	(1.333)	2.667
Etude de faisabilité Mauritanie	15.424	3.490	(3.856)	15.058
Etude de faisabilité Tchad	1.390	6.949	(7.298)	1.042
Etude de faisabilité Haiti	625		(625)	-
Etude de faisabilité Peru	1.648		(1.648)	-
Etude de faisabilité Ethiopie	2.128		(2.128)	-
Etude de faisabilité Ecuador	0	10.211		10.211
Etude de faisabilité LAC	0	12.456	(12.456)	-
Etude de faisabilité Sierra Leone	0	7.919	(7.919)	-
Total	161.227	109.838	(105.345)	165.720

Les frais de maintenance extraordinaire liés à l'hébergement partiel du toit de l'immeuble du siège. Les charges exceptionnelles de Cascina concernent des interventions pour un montant total de 172.973,04 € qui sont amorties sur les années restantes du contrat.

Les études de faisabilité comprennent les coûts engagés pour les missions pour les projets qui sont ou seront soumis aux divers bailleurs de fonds et pour l'ouverture de nouveaux pays / secteurs.

Ces sont des avances qui seront enregistrées aux projets au moment de leur approbation, dans le cas de non-approbation du projet ou non ouverture du pays / secteur de l'étude de faisabilité, ces seront enregistrées au coût de l'année.

BII) Immobilisations nettes

Celles liées au bureau de Milan, brut de l'amortissement cumulé, sont :

	31/12/2018	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2019
Immeubles	235.291	47.000			282.291
Plantes	131.975	-			131.975
Plantes civiles bureau cer	59.714				59.714
Plantes électr-télép.	72.261				72.261
Autres	665.484	8.178			672.779
Equipement	9.868				9.868
Véhicules	10.000				10.000
Ameublement	61.515				61.515
Machines dept.électr.	44.979				44.979
Machines dept.général.	90.609				90.609
Immobilis.pays étrang.	448.513	8.178	(883)		455.808
Total	1.032.750	55.178	(883)	-	1.087.045

En novembre 2019, la partie restante de la propriété de Marsala, partiellement acquise en 2014 par le biais d'une donation, a été achetée pour un montant de 47.000 euros.

Les mouvements des amortissements au cours de l'année sont les suivants:

	31/12/2018	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2019
Immeubles	9.870	3.055			12.925
Plantes	131.975	-	-	-	131.975
Plantes civiles bureau cer	59.714				59.714
Plantes électr-télép.	72.261				72.261
Autres	594.547	39.434	892	(-883)	633.990
Equipement	9.868				9.868
Véhicules	10.000				10.000
Ameublement	61.515				61.515
Machines dept.électr.	44.848				44.848
Machines dept.général.	90.609				90.609
Immobilis.pays étrang.	377.576	39.434	892	(-883)	417.019
Total	736.392	42.489	892	(-883)	778.890

En ce qui concerne la catégorie immeubles, l'amortissement se réfère à la partie du bien qui n'est pas dans les capitaux propres.

Le détail des mouvements d'immobilisations nettes liées aux sièges étrangers est la suivante:

	31/12/2018	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2019
Bolivia	31.644				31.644
Rép.Dém. du Congo	38.093	8.178	883		45.388
Ethiopie	52.214				52.214
Guatemala	38.658				38.658
Haiti	62.711				62.711
Kenia	3.143				3.143
Malawi	28.620				28.620
Paraguay	52.365				52.365
Peru	47.674				47.674
Rép.Centrafricaine	64.665				64.665
Sudan Darfur	28.725				28.725
Tchad	-				0
Total	448.513	8.178	883	-	455.808

Le détail des mouvements des amortissements référé aux sièges étrangers est:

	31/12/2018	Ammort. Projets	Amm.to Coordin.	Total	Utilis. pour cessions	Ajustem.	31/12/2019
Bolivia	31.644			-			31.644
RépDémCongo	38.093		151	151	883		37.361
Ethiopie	52.214			-			52.214
Guatemala	38.658			-			38.658
Haiti	55.222	7.489		7.489			62.711
Kenya	329		741	741			1.070
Malawi	14.931	8.218		8.218			23.149
Paraguay	43.259	9.104		9.104		2	52.365
Peru	18.069	10.224		10.224			28.293
RépCentrafric.	64.665						64.665
Sudan Darfur	20.491	4.398,25		4.398			24.889
Tchad	-				0		0
Total	377.576	39.434	892	40.326	883	2	417.021

Au cours de l'exercice a été effectué l'inventaire physique des biens aux sièges étrangers. Les valeurs attribuées ont été déterminés en supprimant le coût d'achat aux amortissements attribué aux projets selon les procédures internes de COOPI en conformité avec les procédures des différents bailleurs de fonds.

BIII) Actifs financiers

La valeur est composée de 128 actions, d'une valeur de € 52,5 + € 5 de supplément pour chacune, auprès de Banca Etica.

3) Frais d'établissement, coûts de recherche, développement et publicité.

Au cours de l'année, on a soutenu des dépenses de publicité pour un montant de € 143.725; ces dépenses ont été entièrement passées en charges au cours de l'exercice.

3bis) Dépréciation des immobilisations nettes.

Il n'y avait aucune perte de valeur.

4) Autres variation actif et passif

ACTIFS COURANTS

1) Fonds

Comme déjà mentionné, la valeur de 29.360 € a été enregistrée dans le poste " Stock de valeurs" relatif à un legs reçu au cours de l'année 2017. La valeur est donnée par un rapport d'expert et rapportée de manière très détaillée dans les documents notariés et bancaires. Le contenu a été déposé dans un coffre-fort.

2) Crédits

Crédits bailleurs de fonds

	31/12/2018	31/12/2019	Variation
Union Européenne	557.031	1.556.953	999.922
ECHO	1.292.959	775.318	(-517.641)
Ministère affaires étrangères italien et autres entités italiennes	1.554.171	91.733	(-1.462.439)
Agencies NU	1.306.492	1.510.317	203.824
Autres	929.241	190.403	(-738.838)
Total	5.639.895	4.124.723	(-1.515.172)

Crédits d'impôt

	31/12/2018	31/12/2019	Variation
Crédits d'impôt	16.821	17.827	1.005
Total	16.821	17.827	1.005

Autres crédits

	31/12/2018	31/12/2019	Variation
Projets	85.223	102.847	17.624
Dépôts	18.302	18.302	-
Collaborateurs et employés	2.251	417	(-1.833)
Crédit de TVA Ecuador	7.111	7.358	247
Crédit de TVA Malawi	0	168.461	168.461
Autre	513.600	502.095	(-11.505)
Total	626.487	799.480	172.993

3) Variation du fond pour la dépréciation des crédits

Au 31/12/2019, il n'y a aucune dépréciation des crédits.

4) Disponibilité de caisse.

Les dépôts bancaires comprennent les intérêts courus à la date du bilan.

La rubrique «valeur de caisse» comprend les monnaies nationales, timbres papier, postaux ou fiscaux, en monnaie locale en fonction du taux d'échange infoeuro du mois de Décembre pour les dépôts étrangers.

<i>Description</i>	<i>31/12/2018</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>Variation</i>
dépôts bancaires Ita	3.070.297	3.530.973	460.676
caisse Ita	5.931	6.884	953
dépôts postales	390.772	774.390	383.618
chèques	5.213	4.150	(-1.063)
disponibilité étranger	3.935.730	5.315.722	1.379.992
Total	7.407.943	9.632.119	2.224.175

PASSIF

1) Provisions pour risques et charges

	<i>31/12/2018</i>	<i>Incréments</i>	<i>Utilise</i>	<i>31/12/2019</i>
Risques et charges	0	37.591	0	37.591
Totale	0	37.591	0	37.591

2) indemnités pour cessation d'emploi

L'indemnité est calculée sur la base des montants accumulés à la fin de l'année et couvre entièrement l'engagement de l'entreprise envers tous ses collaborateurs au 31.12.2019, selon les lois et les obligations contractuelles.

Pour l'analyse voir le tableau :

<i>31/12/2018</i>	<i>Part allouée au cours de l'année</i>	<i>Utilis. pour demiss. et taxes</i>	<i>31/12/2019</i>
491.215	90.868	(-76.228)	505.856

3) Dettes

Tableau de référence pour les dettes :

<i>Type</i>	<i>31/12/2018</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>Variation</i>
Dettes envers les banques	2.781.349	3.100.006	318.657
Dettes envers les fournisseurs	207.603	185.304	(-22.299)
Dettes envers autres bailleurs de fonds			
* à rembourser	0	0	0
Taxes			
*trésor / source	47.887	36.468	(-11.419)
Dettes envers instit.sécurité sociale	117.450	121.578	4.128
Autres dettes			
*dettes c/salaires	515.408	563.491	48.083
*dettes c/associés	86.996	86.996	0
*dettes envers projets	1.549.614	716.202	(-833.412)
divers	935.841	761.918	(-173.923)
Total	6.242.149	5.571.963	(-670.185)

Les dettes envers les banques sont représentées par les soldes débiteurs des comptes courants en raison de l'utilisation des avances sur les contrats.

Les dettes envers projets sont représentées par les factures à recevoir par les fournisseurs.

5) Investissements en société

Il n'y a aucune participation.

6) Crédits et dettes arrivant à échéance après plus de 5 ans.

Il n'y a aucunes dettes de plus de cinq ans à la date du 31/12/2019.

6bis) Les variations des taux de change.

Il n'y a pas de changements significatifs.

6ter) Crédits et dettes avec l'obligation de relégation.

Il n'y a pas de dettes et de crédits avec cette obligation.

7) Courus et différées

Détail au tableau suivant :

Courus et différées actifs	31/12/2018	31/12/2019	Variation
Courus	11.764	6.580	(-5.183)
Différées	14.611.518	3.569.228	(-11.042.290)
Différées projets			
Total	14.623.282	3.575.809	(11.047.473)

Les différées projets sont les transferts de coûts liés aux projets dont l'activité se poursuivre en 2020. La variation par rapport à l'année dernière est justifiée par le changement partiel de la méthode d'enregistrement. Jusqu'à l'année dernière, toutes les subventions reçues et tous les coûts encourus étaient reportés pour chaque projet. À partir de cette année, le solde entre les subventions reçues et les coûts encourus sera comptabilisé pour chaque projet ; cela n'a aucun effet sur le compte de résultat et l'actif net.

La répartition des charges à payer est la suivante :

Charges à payer	31/12/2018	31/12/2019	Variation
Financement d'exercice	197.901	201.115	3.213
Autres			0
Total	197.901	201.115	3.213

La répartition des différées passifs est:

	31/12/2018	31/12/2019	Variation
Differées passifs projets	20.995.932	10.261.499	(10.734.433)
Total	20.995.932	10.261.499	(10.734.433)

Les différées passifs projets comprennent les contributions reçues au cours de l'année et pour les projets pas encore achevés. Le changement par rapport à l'année dernière est justifié par le changement partiel de la méthode d'enregistrement. Jusqu'à l'année dernière, toutes les subventions reçues et tous les coûts encourus étaient reportés pour chaque projet. À partir de cette année, le solde entre les subventions reçues et les coûts encourus sera comptabilisé pour chaque projet ; ceci n'a aucun effet sur le compte de résultat et les capitaux propres.

7 bis) La structure du capital et patrimoine propre

Le patrimoine est :

	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
I) Fonds commun Fondation	70.000			70.000
VI) Réserve statutaire	0			0
VII) Autres réserves:	0			0
*réserve extraord.	180.457			180.457
*réserve fonds proj.	1.066.696	645.753		1.712.448
*réserve ouverture et developement nouveaux pays	0	150.000		150.000
VIII) Restes (déficit) reporté	0			0
IX) Excédent (déficit) de l'exercice	44.144	87.717	(-44.144)	87.717
Total	1.361.296	883.470	(-44.144)	2.200.622

Les actifs nets de la Fondation est composé du Fonds commun qui comprend la dotation initiale de € 70 000. Au capital libre il y a € 180.457 concernant trois propriétés situées à Marsala, en RCA et au Paraguay.

Le fond de réserve projets comprend les fonds disponibles de la Fondation, qui sont alloués à des projets sur une base institutionnelle mais sans engagement contractuel. La part du "fonds projets pays" a été augmentée de 600.000 €, compte tenu également de l'augmentation des engagements futurs en matière de cofinancement et d'investissement, compte tenu du grandeur actuel de la Fondation, ainsi que du transfert des bénéfices des années précédentes à 44.144. En outre, la provision constituée l'année dernière sur la part de 5 pour mille de 20 520 a été utilisée.

Enfin, un nouveau fonds a été créé pour l'ouverture de nouveaux pays en vue de développer des activités dans des domaines qui ne sont actuellement pas couverts ; 150 000 euros ont été réservés dans ce fonds.

8) Intérêts capitalisés

Il n'y a pas intérêt capitalisé.

9) Les engagements qui ne sont pas au patrimoine

La Fondation a reçu des garanties bancaires et d'assurance de tiers: à la fin de l'exercice, il y avait 18 garanties en cours. Ces garanties sont en place respectivement avec Banca Etica (17) et BNP (1) pour garantir les avances payées ou les obligations contractuelles aux bailleurs.

Le total garanti au 31/12/2019 s'élève à € 2.325.644, contre € 1.938.373 de l'année précédente.

10) Revenus par secteur d'activité et zones géographiques

Les revenus bruts en 2019 sont 48.953.152 € et les coûts bruts sont 48.542.730 €.

Ci-dessous un tableau spécifique, avec les activités dans les différentes zones géographiques.

Le poste "autres" comprend toutes les activités en Italie, tandis que le poste "bureaux à l'étranger" concerne la coordination.

zone géographique	revenus
Afrique Centrale	23.406.082
Africa Occidentale	5.836.103
Africa Orientale et Australe	13.363.318
Amérique Latine et Caraïbes	1.897.205
Moyen-Orient	3.329.956
Italie	1.120.488
Total	48.953.152

coûts par type de destination	coûts
Emergence	38.972.143
Développement	8.576.525
Sièges étrangères	677.502
Autre	63.771
Total	40.542.730

11) Résultats de participation

Il n'y a pas participation.

12) Produits et charges financiers

Nous illustrons les détails des recettes et dépenses pour l'année:

	2018	2019	Variation
Intérêts créditeurs v/banques et poste	1.262	263	(-999)
Gains de change	742.252	250.050	(-492.202)
	743.514	250.313	(-493.201)
Intérêts débiteurs v/banques	(-160.188)	(-184.539)	(-24.351)
Différences de change passive	(-570.343)	(-388.478)	181.865
	(-730.531)	(-573.017)	157.514
Total	12.983	(-322.704)	(-335.687)

13) Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels présents dans le compte de résultat ont été reclassés dans la partie ordinaire par nature. En particulier:

Nom	2019	2018
PASSIFS EVENTUELS	€ 210.483,32	€ 382.308,58
Reclassés en postes:		
PERTES SUR CREANCES	€ 179.565,48	€ 262.129,94
FRAIS DIVERS	€ 5.207,44	
COUTS DIRECT LOCAL POUR AUTRES CHARGES	€ 25.710,40	€ 120.178,64

ACTIFS EVENTUELS	€ 49.000,13	€ 86.843,60
Reclassés en postes:		
REVENUS DES BUREAUX A L'ETRANGER	€ 47.011,39	€ 36.231,92
REVENUS DIVERS	€ 1.988,74	€ 50.611,68

14) Situation fiscale

La Fondation, en tant que non-lucratif, est exempté de IRAP conformément à l'article 7 de la loi 27 du 18/12/2001 (Régional 2002 Région Lombardie).

La Fondation n'a pas de dettes fiscales et n'est pas actuellement l'objet d'audits fiscaux et à des inspections.

15) Employés

Le mouvement des employés était la suivante:

Employés au 31.12.2018	48
Recrutements	9
Démissions	(11)

Totale au 31/12/2019	46
-----------------------------	-----------

A partir du 2015, les frais engagés sur place précédemment classés entièrement entre les coûts de service, ces sont reclassés en fonction de leur nature.

Les coûts du personnel local sont inclus dans la section B.9.e "autres frais de personnel".

DONNEES SUR L'EMPLOI

Collaborateurs travaillant en Italie

	Au 31/12/2018	Au 31/12/2019	Variations
Employés	48	46	-2
Collaborateurs	9	13	+4
TOTAL	57	59	+2

Le contrat de travail des employés est le Collective du Commerce. Les rapports de collaboration se réfèrent à l'Accord Cadre du 01.04.2018 prolongé jusqu'au 31/3/2021.

Collaborateurs expatriés

Zone géographiques de travail	Au 31/12/2018	Au 31/12/2019	Variations
Afrique	97	106	+9
Amerique Latine et Centrale	12	18	+6
Moyen-Orient	10	13	+3
TOTAL	119	137	+18

Nationalité	Au 31/12/2018	Au 31/12/2019	Variations
Italienne	59	64	+5
Etrangère	60	73	+13
TOTAL	119	137	

Collaborateurs Local

Zone géographiques de travail	Au 31/12/2018	Au 31/12/2019	Variations
Afrique	1217	1153	-64
Amerique Latine et Centrale	53	58	+5
Moyen-Orient	60	78	+18
TOTAL	1330	1289	-41

16) Rémunération aux administrateurs et organismes de contrôle.

Les administrateurs et le Collège des Contrôleurs des Comptes n'ont pas reçu rémunération. La société de révision BDO Italia SpA a reçu un montant de € 12.000 plus les frais et la TVA pour un montant de € 14.884 pour la vérification des états financiers.

17) Nombre et valeur nominale des actions par catégorie

La Fondation n'a pas émis en 2019 ni pendant les années précédentes, actions de toutes sortes.

18) Les actions de profit et obligations convertibles

La Fondation n'a pas émis en 2019 ni pendant les années précédentes, actions, ni obligations de toutes sortes.

19) Les instruments financiers émis par la société.

La Fondation n'a pas émis en 2019 ni pendant les années précédentes instruments financiers.

19bis) Les prêts des membres.

La Fondation n'utilise pas comme forme de financement, le financement direct de ses membres.

20) Patrimoine destiné aux activités spécifiques

La Fondation n'a pas Patrimoine destiné aux activités spécifiques.

21) Information ex Article 2447-decies paragraphe 8

La Fondation n'a pas de fonds pour une transaction spécifique, dont les recettes sont destinées uniquement au remboursement de tout ou partie du prêt.

22) Locations financières.

Il n'y a pas des leasings au cours de l'année 2019.

Point 23) Transactions avec des parties liées conformément à l'article 2427, section 1, n° 22-bis

Aucune transaction avec des parties liées n'a été effectuée qui soit pertinente aux fins de la loi susmentionnée.

Point 24) Contrats ne figurant pas au bilan selon l'art. 2427, al. 1 n° 22-ter

Il n'existe pas d'autres accords pertinents au sens de la loi susmentionnée qui ne figurent pas au bilan.

Point 25) Informations sur les événements importants survenus après la clôture de l'exercice - art. 2427 c.1 n.22 quarter c.c.

En ce qui concerne la communication des principaux événements survenus après la fin de l'exercice, il est précisé ce qui suit.

À la date de clôture des présents états financiers, toutes les nations du monde, y compris, malheureusement, en premier lieu l'Italie, sont confrontés à une importante urgence sanitaire en raison de la propagation du COVID-19.

La Fondation COOPI, fait face à cette situation difficile en mettant en place un plan de protection de ses employés, collaborateurs, fournisseurs et associés tant dans les bureaux étrangers que dans le siège de Milan, en favorisant si possible des mesures de travail agiles et en sécurisant les opérations par des protocoles appropriés.

L'impact économique sur les activités de COOPI est difficile à quantifier car la Fondation opère dans plus de vingt pays, où le niveau d'impact est très différent ; à l'heure actuelle, cependant, on observe des ralentissements des activités locales mais tous les pays sont opérationnels, bien que les conditions de travail soient plus complexes. La continuité des activités n'est pas en cause.

En tout état de cause, la Fondation est en mesure de faire face à tout déséquilibre économique grâce aux réserves de fonds propres dont elle dispose, mises en place pour répondre de manière adéquate à des situations de crise imprévues.

Point 26) Effets significatifs possibles des variations des taux de change survenant après la fin de l'exercice - art. 2427 c.1 n.6 bis c.c.

Après la clôture de l'exercice, il n'y a pas eu de variation des taux de change susceptible d'avoir un effet significatif sur les actifs et passifs en devises étrangères.

Point 27) Informations sur les instruments financiers dérivés - art. 2427 bis c.1 n.1 c.c.

A la date de clôture de l'exercice, aucun instrument financier dérivé n'avait été utilisé et aucun instrument financier répondant aux exigences des dérivés n'avait été séparé des contrats d'entreprise.

Point 28) Informations sur les sociétés ou entités qui exercent des activités de gestion et de coordination - art. 2497 bis du Code civil italien

La société n'est pas soumise à la gestion ou à la coordination de sociétés ou d'entités tierces.

Point 29) Proposition d'affectation du résultat de l'exercice

Sur la base de ce qui précède, il est proposé d'affecter le bénéfice de l'exercice, d'un montant total de 87.717 €, comme suit :

- Entièrement à la réserve pour le Fonds des projets de pays

30) Autre information

	31/12/2018	31/12/2019	Variations
Cotisations des membres	7.400	7.500	100

Parrainage des enfants	31/12/2018	31/12/2019	Variations
Revenus	468.613	452.428	(-16.184)
Dépenses	(14.755)	(16.233)	(-1.479)
Transfert aux projets	357.917	341.031	(-16.886)

Il s'agit du montant des revenus et des dépenses pour les initiatives de parrainage des enfants.

Les transferts effectués aux bénéficiaires finaux sont mis en évidence séparément.

UTILISATION DES FONDS 5PERMILLE

Pendant le 2019 des fonds d'un montant de 82.520,04 € ont été utilisés, alloués pour les "5 per mille" relatifs à 2016 et reçus le 16/08/2018; les fonds ont été utilisés en faveur de quatre projets :

- "Réduction de l'incidence et de la mortalité dues à la tuberculose chez les Somaliens" en Somalie
- Promouvoir la résilience en renforçant la réduction des risques de catastrophes, les bonnes pratiques et le savoir-faire en matière de protection, d'éducation et de surveillance des risques" au Paraguay
- "Sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population vivant près du parc national d'Upemba dans les territoires de Mitwaba et Malemba N'Kulu" en République démocratique du Congo
- "Projet pour l'amélioration de la résilience au climat et de la sécurité alimentaire dans les communes rurales de Soucoukoutane et Dogonkiria" au Niger

LES COÛTS DU 5PERMILLE

1. Ressources humaines	
2. Charges d'exploitation	
3. Achats de biens et services	
4. Décaissements conformément a l'objet institutionnel	
5. Autres dépenses liées à la réalisation de l'objet institutionnel	82.520
6. Provision	
TOTAL	82.520

Les considérations et les chiffres contenues dans la note complémentaire sont conformes aux écritures comptables et reflètent correctement les faits administratifs tels qu'ils se sont produits.

COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

Le Président

Claudio Ceravolo

